



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

Conseil de sécurité

Réunion selon la formule Arria

Accountability in the Syrian Arab Republic

New York, le 29 novembre 2021

Déclaration par Mme. Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie les organisateurs pour cette réunion ainsi que les intervenants et intervenantes, surtout celles et ceux issus de la société civile syrienne, de leurs contributions.

Il y a près de dix ans, la Suisse, avec près de 60 États, a lancé les appels à déférer la situation en Syrie à la Cour pénale internationale. Le message reste pertinent: il ne doit pas y avoir d'impunité pour les crimes internationaux commis en Syrie.

Assurer la conformité avec le droit international et les responsabilités de toutes les parties au conflit restent des priorités pour la Suisse. La reddition des comptes doit servir en premier lieu les victimes, les survivants et survivantes et leurs familles. À cet égard, j'aimerais souligner trois points :

Premièrement, la société civile syrienne est un acteur clé sur la voie de la justice et la reddition des comptes. Beaucoup risquent leur vie en documentant les violations et

en aidant les victimes. Leurs voix doivent être entendues, y compris dans des formats comme celui d'aujourd'hui. Un groupe de victimes et survivants syriens a récemment exprimé sa vision de la justice. Celle-ci dit : « *la responsabilité pénale est un élément crucial de notre vision de la justice à long terme. Pour garantir cette responsabilité, il faut agir immédiatement et à l'avenir* ». En effet, si une justice compréhensive est encore lointaine, les bases doivent être jetées aujourd'hui.

Cela m'amène à mon **second point** : la coopération entre le Mécanisme international pour la Syrie (IIM), les ONG syriennes et les procureurs nationaux commence à porter ses fruits. Plusieurs procès pénaux pour des violations graves du droit international ont été lancés et certains conclus. Avec les Pays-Bas, la Suisse a contribué à ces importantes étapes grâce au "processus de Lausanne" encourageant la coopération entre le IIM et les ONG syriennes. Les résultats sont un début encourageant. Il faut aller encore beaucoup plus loin.

Par conséquent, et c'est **mon troisième point**, ceux et celles qui luttent pour la justice et la reddition des comptes ont besoin du soutien durable de la communauté internationale. Le Conseil de sécurité a un rôle clé à jouer. Cela vaut pour les efforts en faveur de la reddition des comptes, mais aussi pour d'autres questions importantes en matière de justice et humanitaires. Il faut ainsi faire davantage pour réaliser le droit des Syriennes et Syriens de connaître le sort de leurs proches disparus et détenus.

Monsieur le Président,

La paix et la justice étant interdépendantes, nous devons aussi assurer un avenir pacifique pour la Syrie. La Suisse continue de soutenir le processus de paix de l'ONU, y compris en accueillant les pourparlers de paix à Genève et en renforçant la

participation de la société civile. Seule une solution négociée saura mettre fin au conflit en Syrie et garantir les droits de tous les Syriennes et Syriens.

Je vous remercie.

Mr. President,

Switzerland thanks the organizers for this meeting and the briefers, particularly the Syrian civil society representatives, for their interventions.

Almost a decade ago, Switzerland, together with close to 60 States, spearheaded the calls to refer the situation in Syria to the International Criminal Court. The message remains relevant: there shall be no impunity for international crimes committed in Syria.

Ensuring compliance with international law and accountability by all parties to the conflict remain priorities for Switzerland. Accountability should serve first and foremost victims, survivors and their families. In this regard, I would like to highlight three points:

First, Syrian civil society is a key actor in the path towards justice and accountability. Many risk their lives documenting violations and helping victims. The voices of civil society must be heard, including in formats like today's meeting. A group of Syrian victims and survivors has recently expressed their vision of justice. It states: "*Criminal accountability is a crucial part of our vision of long-term justice. To ensure accountability, action is needed both immediately and in the future.*" Indeed, while comprehensive justice is still far, the groundwork has to be laid today.

This brings me to my **second point**: the cooperation between the International Mechanism for Syria (IIM), Syrian NGOs and national prosecutors starts to yield results. Several criminal trials for serious violations of international law have been launched and some of them have concluded. With the Netherlands, Switzerland has

contributed to these important steps with the “Lausanne Process”, which promotes cooperation between the IIIM and Syrian NGOs. The results are a hopeful beginning. Much more is needed.

Therefore, and this is my **third point**, those who strive for justice and accountability need the international community’s sustained support. The Security Council has a key role to play. This holds true for the efforts for accountability, but also for other important justice and humanitarian issues. More should be done to fulfill the right of Syrians to know what happened to their loved ones who are missing and detained.

Mr. President,

Peace and justice being interdependent, we must also ensure a peaceful future for Syria. Switzerland continues to support the UN Peace Process, including by hosting peace talks in Geneva and enhancing civil society participation. Only a negotiated solution can end the conflict in Syria and guarantee the rights of all Syrians.

Thank you.